

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

A toi Dominique...

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : samedi 21 août 2004

Démocratie & Socialisme

Le dimanche 20 juin, Dominique Strauss-Kahn a tenu sa première réunion de campagne présidentielle à la Mutualité en présence de Anne Sinclair, Michel Destot, Pierre Moscovici, Alain Bergounioux, Poul Nyrup Rasmussen et Jean-Christophe Cambadélis qui l'a intronisé : "Il y a besoin d'un homme d'Etat qui change le pays. À toi Dominique".

Le Monde relate "le chemin réaliste et praticable" (sic) que Dsk veut tracer pour le Ps : "dans une intervention d'une heure, truffée de références aux classes populaires" et "aux exclus", Dsk se fait le héraut d'une meilleure justice sociale" (...).

On y croirait jusqu'à ce que l'essentiel de la "manip" nous soit dévoilé : "*Vis-à-vis de ces "classes populaires" Dsk estime qu'il n'est plus possible de se présenter devant elles en ne leur proposant que des augmentations de salaires en bandoulière*" (dixit).

Quel culot ! Qui, dans ce pays ne fait "que" proposer des augmentations de salaires"... "*en bandoulière*" ? Bien sûr, tous les jours on entend cela. Évidemment cela court les rues ! C'est une idée tellement banale qu'elle est déjà surfaite ! Il faut vraiment être de "gauche radicale" comme Dsk, et "socialiste de combat" pour renoncer à la tentation. C'est vraiment dépassé ! Le peuple attend autre chose : des roses, pas du pain. Comment : vous n'avez que cela "*en bandoulière*" ? Là, dans votre besace, c'est tout ce que vous proposez aux classes populaires ? Fi donc !

Dsk, lui, propose un "formidable instrument" qui est la "prime pour l'emploi" !

Vous savez ce que c'est ? C'est cette invention extraordinaire née sous le gouvernement de Lionel Jospin et qui vise à compléter les salaires les plus bas par une "*prime*" versée par l'état, à la place des employeurs qui ne paient pas assez. JP. Raffarin a même dit "*les bonnes idées, on les garde*". Dans la culture libérale que les rédac chefs des médias font régner, les libéraux ne sont pas choqués que ce soit l'état qui complète les salaires... avec l'impôt collecté sur le dos des salariés !

Soyons clairs : ce "formidable instrument" est quasi soviétique de la pire époque, on ne peut pas faire pire comme "économie administrée". C'est une perversion, même du point libéral ! Où est la théorie là-dedans ? Quelle est cette vision du monde... qui va contre l'économie de marché ? En payant les compléments de salaires directement par l'état ? Il n'y a même pas eu un commissaire de Bruxelles (vous savez, ces "intellectuels") pour s'offusquer de la rupture de concurrence.

Et bien sûr, Dsk est pour "*un socialisme de la redistribution*" : mais pas par les salaires. Non, ce serait trop simple. Ça augmenterait le coût du travail et ça perturberait les discours ânonnés par Jean-Marc Sylvestre tous les jours.

Quid d'une "prime" qui est prélevée par impôt à tous les salariés, et reversée à une partie d'entre eux, mais qui ne donne surtout pas lieu à "cotisation sociale" ? Elle ne nourrit ni les retraites, ni la Sécu ! Elle ne gêne pas les profits, elle les facilite.

Qui veut redistribuer augmente les salaires !

La question, la plus importante dans notre pays est précisément d'augmenter les salaires, c'est la voie la plus facile, la plus naturelle, dans un système capitaliste pour répartir les fruits du travail. Pas besoin d'usine à gaz, pas besoin de "prime" étatique, pas besoin de détour, les salariés qui sont les producteurs essentiels ne reçoivent pas ce qu'ils méritent ! Il faut leur donner la part qui leur revient : près de 10 points ont été pris par les profits contre les salaires depuis vingt ans, il faut renverser la vapeur et les redonner aux salariés. Telle est la question la plus "radicale" pour

des "socialistes de combat".

Ne vous laissez pas abuser par Dsk et ses fariboles encensées médiatiquement : ou plutôt , argumentez contre lui, spécifiquement contre lui sur ce sujet : c'est une raison du coeur, ce qu'il dit là-dessus est important, c'est une question de fond, cela suffit à agir (mais il y a quelques autres motifs) pour qu'il ne soit en aucun cas en posture d'être candidat socialiste à la présidentielle.

Matti Altonen